

Dans quel monde vivons-nous ?

Présentation au Conseil confédéral de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) à Montréal en mars 2011 et au Bureau fédéral de la Fédération nationale des communications (FNC) membre de la CSN à Québec en juin 2011

Bertrand Rainville

Cette présentation vise à commenter le thème : « Le surendettement et l'endettement : un danger que les syndicats doivent considérer ». Nous abordons le phénomène du crédit à la consommation et son histoire. Nous centrons notre propos sur le phénomène de l'endettement et du surendettement. Nous proposons finalement une réflexion plus large sur la notion de temps dans une société telle la nôtre ainsi que sur la condition de consommateur.

Présentation au bureau fédéral de la FNC :

Dans quel monde vivons-nous?

Introduction

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie, le CIBES, s'occupe principalement des personnes et des familles aux prises avec des problèmes de surendettement. Personnellement, dans le cadre de mon travail et de ma démarche au département des Études québécoises à l'UQTR¹, j'ai effectué des recherches tant sur les effets du surendettement que sur l'histoire du crédit à la consommation, au Québec, depuis 1945. Inutile de souligner donc que j'ai du matériel pour vous faire une série de dix conférences... si vous voulez.

Ainsi, au cours des deux dernières années j'ai eu l'occasion de m'adresser à différents publics. Tantôt pour livrer les résultats de notre recherche sur le surendettement et la santé ou encore pour parler des débuts de l'utilisation massive du crédit, le crédit à la consommation dans les années cinquante. On m'a également demandé d'expliquer les nombreux chiffres qui circulent sur l'endettement progressif de la population canadienne et québécoise. Dans le cadre des *Journées québécoises de la solidarité internationale*, j'ai eu à réfléchir sur les causes de l'absence de solidarité avec les pays pauvres et sur l'écologisme mou qui caractérise nos sociétés riches, repues, gaspilleuses et polluantes.

En fait, à chaque fois, on souhaite que je dénonce clairement notre société de consommation de masse, que j'exprime tout aussi clairement le ras-le-bol collectif face à une société qui nous échappe, qui nous dépasse, que nous peinons à comprendre. Bien humblement, je dois admettre que j'éprouve les mêmes difficultés, les mêmes perplexités que tout le monde à m'expliquer ces phénomènes. Dans quel monde vivons-nous ?

L'homo consumericus (Lipovetsky)

Jean-François Malherbe, philosophe québécois, présente la société de consommation de cette façon :

...notre société ne semble guère priser les sujets **libres, lucides et rationnels**... La cohésion sociale que nous connaissons n'est pas de l'ordre de la convivialité mais de la compétition. Tous et chacun sont censés agir en vue d'accroître leur patrimoine... de tirer bénéfice de la production de biens et de leur consommation. Être censés, être incités, ces formules pétrifient des habitudes mentales et comportementales comme si elles obéissaient à des lois de la nature...².

Des habitudes mentales et comportementales qui obéissent à des lois de la nature. C'est probablement la plus grande victoire du capitalisme triomphant. Il a créé, contre toute logique, l'*homo consumericus* :

Sous-tendu par la nouvelle religion de l'amélioration continue des conditions de vie, le mieux-vivre est devenu une passion de masse, le but suprême des sociétés démocratiques, un idéal exalté à tous les coins de rue. Nous sommes entrés dans une nouvelle phase du capitalisme : la société d'hyperconsommation... Mais ces plaisirs privés débouchent sur un bonheur blessé : jamais l'individu contemporain n'a atteint un tel degré de dérégulation³.

Bonheur blessé. Dérégulation : état d'abandon et de solitude morale complète, nous dit le Larousse. Pourtant, l'*homo consumericus* se dit généralement au-dessus des contingences de cette société de consommation, il se sent peu perméable à la publicité. Il semble manœuvrer là-dedans comme un poisson dans l'eau. L'économie, de fait, permet de grandes satisfactions

¹ RAINVILLE, Bertrand, *Le crédit à la consommation dans le Québec d'après-guerre : une enquête exploratoire*, mémoire présenté à l'Université du Québec à Trois-Rivières, juin 2007.

² MALHERBE, Jean-François, *La démocratie au risque de l'usure*, Liber, Montréal, 2004, p. 50

³ LIPOVETSKY, Gilles, *Le bonheur paradoxal, essai sur la société de consommation*, Gallimard, 2006, 377 pages

matérielles pour qui travaille quarante heures ou plus par semaine et possède les moyens de s'offrir les plaisirs narcissiques, ce *mieux-vivre*, qu'elle offre. Chacun se disant avisé et trouvant ses équilibres personnels dans la consommation de biens et de services.

Chaque individu constituant, à lui seul, un îlot *consommatif*, de superficie plus ou moins étendue, selon les revenus. Ce qui se passe en dehors de cet îlot ne l'intéresse généralement que de manière très limitée, très partielle et superficielle. C'est de cela qu'on parle lorsqu'on évoque la société individualiste et l'*homo consumericus*.

Le phénomène de l'endettement

Pour vous introduire brièvement la situation actuelle, j'ai trouvé assez intéressant d'utiliser cette présentation, que je qualifierais de très primaire, mais oh combien ! répandue, d'un groupe consultatif du gouvernement canadien sur la *littératie*⁴ financière (anglicisme signifiant l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante) :

Il est normal – et certains diront, essentiel – de s'endetter. La plupart des gens, à un moment ou à un autre, doivent emprunter de l'argent – pour acheter une maison ou une voiture, pour lancer une entreprise ou pour investir dans les études. Lorsque l'emprunt est judicieux – à des taux d'intérêt compétitifs et remboursé rapidement – il peut représenter une stratégie intelligente. Les « bonnes dettes » comportent de nombreux avantages, car elles aident entre autres choses à se constituer un petit capital, à acquérir des biens et à obtenir une cote de crédit.

En revanche, il existe de « mauvaises dettes », par exemple, lorsque le niveau d'endettement des gens est supérieur à ce qu'ils peuvent confortablement gérer; lorsque les gens ne comprennent pas les caractéristiques principales des produits d'emprunt et lorsqu'ils prennent des décisions d'emprunt non réfléchies. Malheureusement, ce genre de scénario se répète beaucoup trop souvent chez les Canadiens, dont les éléments de passif prennent diverses formes : prêts hypothécaires, locations à bail et marges de crédit, et soldes de cartes de crédit, pour ne nommer que celles-là.

Cette distinction entre bonnes et mauvaises dettes est très significative du regard que nous portons sur ce type de situations : un regard moral qui nous permet d'individualiser le problème, donc, de nous en débarrasser en tant que société... nous y reviendrons... Ils poursuivent :

Un nombre important de Canadiens s'inquiètent de l'accroissement de leur niveau d'endettement. Un Canadien sur cinq estime avoir « un niveau excessif de dette » et avoir de la difficulté à la gérer, tandis que 65 % des répondants sont d'avis que l'endettement limite leur capacité d'atteindre leurs objectifs financiers.

Un Canadien sur 5... 20% de la population qui vivrait en situation de surendettement. Tandis qu'un grand nombre d'autres sont insatisfaits de leur situation... ou peut-être sont-ils insatiables.

En ce qui concerne les étapes franchies dans l'utilisation du crédit par la population, il me semble évident que l'endettement, la vie à crédit, est véritablement entré dans les mœurs à partir de la fin des années soixante et durant les années soixante-dix avec l'avènement des *baby-boomers* sur le marché du travail et, donc, sur le marché de la consommation. Non que les générations précédentes de l'aient utilisé, au contraire. Le crédit à la consommation dans les formes que nous lui connaissons aujourd'hui remonte aux années 1850.

Au XIX^e siècle donc, si l'initiative de la vente à tempérament doit être accordée à la compagnie Singer qui vendait des machines à coudre à crédit, souvent par catalogues ou par ventes itinérantes, ce sont les compagnies de meubles, tant en Europe qu'en Amérique, qui ont développé ce système qui consiste à demander 25% du montant de l'achat et le reste à tempérament (aujourd'hui, loin de demander 25%, vous ressortez du magasin avec le produit sans payer...).

À cette époque lointaine, des collecteurs-vendeurs prenaient la route durant le mois pour promouvoir les ventes et collecter directement les débiteurs. Ce système a prévalu durant un siècle. Il accompagnait, en fait, le développement plus ou moins chaotique de la production dite de masse. Un développement marqué cependant par des crises périodiques, des faillites et les deux grandes guerres.

⁴ Groupe de travail sur la littératie financière du Canada, *Ministère fédéral des Finances*, février 2011

Les choses allaient prendre une toute autre envergure après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, le crédit à la consommation au Canada est passé de 1945 à 1970 de 449 millions de dollars à 11 milliards 398 millions, soit une augmentation de 2 438,5%.

Si, dans les années cinquante, ce sont les détaillants et les compagnies de finance qui détiennent les plus grandes parts de ce type de créances, à la fin des années soixante, quand les choses deviennent sérieuses pourrions-nous dire, ce sont les banques qui prendront définitivement la tête et domineront de plus en plus le marché. Elles contrôlent actuellement 75,9% du crédit à la consommation au Canada qui se chiffre à près de 450 milliards de dollars (par rapport à 1970, il s'agit d'une nouvelle augmentation de 3 900% !).

Dans le cadre de mon travail de maîtrise, je me suis interrogé sur ce qui m'apparaissait comme une contradiction profonde, au cours des années cinquante, entre le discours de l'Église et des élites, d'une part et, d'autre part, la détermination et, surtout, la vitesse avec lesquelles les gens embarquaient dans la vie à crédit.

J'ai vécu mon enfance durant cette période. Je me souviens comment l'utilisation du crédit était mal considérée. J'ai même assisté, enfant, à quelques ventes à l'encan où l'huissier et l'encanteur mettaient aux enchères, devant des faillites souvent en pleurs, les meubles, même la vaisselle familiale, et ce, pour des sommes dérisoires.

Pourtant les gens ont systématiquement utilisé le crédit pour acheter des meubles et des autos. Bien sûr, ce fut également l'époque où beaucoup de familles ont acquis une propriété à un coût, vu d'aujourd'hui, extrêmement avantageux. On assiste alors au développement des banlieues qui nécessite effectivement la possession d'une auto. Et allait-on installer dans une maison toute neuve les vieux meubles de l'ancien foyer ?

On n'a pas appelé cette période les « Trente glorieuses » pour rien⁵. Ainsi, par exemple, ce qui, en 1961 valait 1,00\$, devait grimper à 1,24\$ en 1971. Une inflation de 24%. Pendant la même période, le revenu annuel moyen passait de 1 384,00\$ à 2 338,00\$, soit 77,4% d'augmentation. On constate donc une hausse du pouvoir d'achat de 53,4%.

Cette augmentation nette du pouvoir d'achat liée à la prise en charge par l'État des dépenses de santé et d'éducation, laissent un revenu discrétionnaire qui, transformé en crédit, explique comment les consommateurs ont pu, en l'espace d'une quinzaine d'années environ (1955-1970), acquérir l'ensemble des biens de consommation qui ont caractérisé cette époque.

À partir des années soixante-dix, avec la prise de contrôle du marché par les banques, on a assisté à la promotion systématique du crédit et à l'avènement, sur une très large échelle, des cartes de crédit. Aujourd'hui, on connaît la situation. Les Canadiens sont endettés à près de 150% de leurs revenus bruts et les faillites personnelles sont en constante progression.

Inutile de souligner, dans un tel contexte, que le surendettement doit être considéré comme un phénomène social, je dirais, un problème normal. Et je ne saurais trop insister sur cette dimension.

Je soulignais plus tôt la vision morale entretenue par les organismes étatiques concernés et par la population en général. Pour la plupart d'entre nous, en effet, les problèmes financiers sont du seul ressort de l'individu. Je ne nierai pas une telle évidence. Mais j'ajouterai, cependant, que les institutions financières doivent partager leur part de responsabilité dans la situation problématique que vivent les individus et les familles surendettés.

Les gens que nous rencontrons au CIBES

Par notre activité quotidienne au CIBES, nous rencontrons ces consommateurs qui, pour toutes sortes de raisons et de circonstances de vie, se retrouvent dans des situations difficiles sur le plan financier. Nous travaillons avec des gens surendettés. Ces gens souffrent.

⁵ FOURASTIÉ, Jean, *Les trente glorieuses ou La révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, 1979.

Nous avons montré dans une enquête publiée il y a déjà cinq ans, que le niveau d'anxiété lié au surendettement est sans commune mesure avec celui vécu par la population en général. Les tendances s'inversent complètement. Dans l'ensemble de la population, les indicateurs d'anxiété oscillent autour de 15 à 20% alors que chez les gens que nous rencontrons ils se situent plutôt dans les 90%.

Nous sommes donc compatissants avec ces personnes surendettées et nous aidons tout le monde sans considération de revenus. Nous avons développé une approche efficace et humaine. Nous sommes en mesure de les aider de plusieurs manières et ce, sans poser de jugements sur leurs comportements et leur type de consommation. Nous partons du principe que nous ne devons pas faire porter aux individus, pris isolément et dans le pétrin, le poids de notre conscience politique.

Pourtant, il y a beaucoup à dire. En particulier sur le fait suivant : tous et toutes tendent à correspondre à un modèle de vie défini ailleurs, en dehors de soi, un modèle transcendant qui traverse la société de part en part. Un modèle qui prêche la surconsommation ou, si l'on préfère, l'*hyperconsommation conduisant à un bonheur paradoxal* selon les termes de Gilles Lipovetsky.

Puis, chose assez troublante : la souffrance est la même, qu'on soit riche ou pauvre ! Du moins elle se présente de la même façon : angoisse, peur du lendemain, honte, même les idées suicidaires envahissent souvent et indistinctement les uns et les autres... Comment expliquer pareil phénomène ? Comment peut-on être malade d'argent ?

En fait, à chaque fois et bien au-delà des questions financières, c'est la dignité qui est atteinte. Et si la dignité est atteinte, c'est que ces gens ont échoué, ils se sont montrés incapables à conduire leur vie là où la plupart des autres semblent réussir. Que ce soit à cause de revenus insuffisants, de malchance, de mauvaises décisions, le résultat est le même : l'échec. Un échec vécu isolément parce qu'il est honteux. Voilà pourquoi, au CIBES, nous plaçons la dignité au centre de nos préoccupations lorsque nous rencontrons les gens en consultation budgétaire.

Mais, ils ont échoué sur quoi, par rapport à quoi ? C'est là que ça devient paradoxal. Tous et toutes nous aspirons à correspondre au modèle, à posséder ces biens phares que certains sociologues n'hésitent pas à qualifier de biens socialement nécessaires. Comment dire autrement que la société fixe des normes et que ces normes exercent leurs contraintes sur l'ensemble des individus.

« Le surendettement : fracture individuelle et sociale »

Par une enquête en profondeur menée auprès des gens qui recourent à notre service de consultation budgétaire, nous avons voulu montrer (ce que nous savions déjà de manière concrète et empirique) les effets désastreux du surendettement sur la santé de ceux et celles qui en sont victimes.

Pour faire cette démonstration, nous avons utilisé, entre autres, deux questionnaires de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) permettant de cerner l'état de santé et de bien-être de la population québécoise, en particulier un tableau de vingt-trois symptômes, éprouvés au cours du dernier mois, dont cinq concernent spécifiquement l'anxiété et la dépression.

Nous arrivons à des résultats symétriquement inverses pour notre échantillon par rapport à celui de l'ISQ

Anxiété / dépression		
Questions	ISQ (H + F)	CIBES (H + F)
I29- Je me suis senti(e) triste	15,9%	88,6%
I30- Senti(e) déprimé(e), « down »	13,7%	91,6%
I31- Senti(e) préoccupé(e), anxieux (se)	18,1%	94,8%
I32- Senti(e) mal dans ma peau	11,9%	86,0%
I33- Senti(e) stressé(e), sous pression	23,4%	94,8%

⁶ RAINVILLE, Bertrand, *Le surendettement, fracture individuelle et sociale*, CIBES, 2006

concernant l'ensemble de la population du Québec.

Nous avons également construit d'autres questionnaires, avec l'aide d'un médecin de Trois-Rivières, qui nous ont permis d'identifier les impacts réels sur la santé physique et les types de

Malaises	Hommes	Femmes	Total
1- Perte de sommeil	81%	90%	85%
2- Douleurs lombalgiques	56%	68%	62%
3- Fatigue chronique	69%	53%	61%
4- Maux d'estomac	44%	53%	48%
5- Palpitations	25%	63%	44%

médicaments que l'on prescrit face à ces problèmes d'anxiété.

Plus de la moitié des participants à notre étude ont été diagnostiqués pour du stress (29%), une dépression (23%) ou un *burn-out* (13%) et ils prennent des médicaments de types anxiolytiques (12%), des somnifères (9%) ou des antidépresseurs (6%).

Presque tous affirment que leur situation financière affecte leur santé,

Diriez-vous que votre situation financière affecte votre santé ?		
Hommes	Femmes	Total
100%	95%	97%

leur travail,

4- Est-ce que votre situation affecte votre rendement ?	75%	63%
---	-----	-----

ou leurs relations conjugales et familiales,

Les effets	Hommes	Femmes
A propos des questions d'argent, vous arrive-t-il de vivre des conflits avec :		
1- Votre conjoint ?	94%	53%
2- Vos enfants ?	56%	68%
3- Vos parents ?	6%	32%

...avec des différences notables souvent entre les hommes et les femmes.

Nous avons finalement utilisé les instruments élaborés par Gérard Duhaime⁷, particulièrement le cycle du surendettement, pour tenter de cerner le cheminement des personnes vers ce qu'il identifie comme le point de rupture :



sentiments d'injustice, d'échec, d'incompétence, de découragement ; autant de symptômes éprouvés par la majorité des répondants (entre 68,6% et 88,5%), jusqu'aux idées suicidaires entretenues par 56,3% des hommes et 36,8% des femmes rencontrés.

L'homo consuméricus 2

Il est vrai que l'être humain n'est pas seulement qu'une simple machine à consommer. Il a effectivement des sentiments, des aspirations, une recherche d'identité, bref, il peut s'avérer assez imprévisible selon les circonstances. Mais il a aussi un côté mouton de Panurge, il est impulsif, voire compulsif, il recherche le prestige, la distinction. Les individus, pour la plupart, comprennent comment marche le système et s'y adaptent. Ils réussissent généralement à se construire une vie acceptable et regardent toujours vers le haut, jamais vers le bas. C'est le consommateur moyen d'un point de vue sociologique.

Psychologiquement, cependant, ça se complique assez sérieusement. Pour bien comprendre le paradoxe dont Lipovetsky parle, nous devons aborder la dimension temps. Il est assez remarquable, en effet, de voir, comment nous vivons comme des êtres éternels, nous étourdissant dans le travail, la consommation et le loisir, alors que nous savons pertinemment qu'il y a une fin. Nous avons un très sérieux contentieux avec le temps.

Voyons avec Jean-François Malherbe, comment se pose le problème du temps dans une société telle la nôtre⁸. L'auteur identifie quatre dimensions du temps :

Le chronos	:	Temps mesurable, le temps comptable (l'horloge, le calendrier) ;
Le kairos	:	Temps favorable à une action (le temps des récoltes) ;
Le schôlè	:	Temps du loisir, du rien faire, de la méditation, de la réflexion ;
Le diatribè	:	Temps de l'usure (user à la corde, l'eau qui use les rochers, le vieillissement).

Il observe que :

...le dogme libéral selon lequel le temps c'est de l'argent opère dans la texture du temps une excision radicale qui détache le temps comptable des autres formes du temps qu'il déclare nulles et non avenues, inutiles, voire nuisibles...

L'auteur poursuit en affirmant que notre culture souffre de chronite, elle est malade du temps. Elle accorde des privilèges indus au chronos, dit-il. Cette culture :

...ne discerne plus les moments favorables au devenir-soi (kairos), se prive des ressources vivifiantes de la méditation (shôlè) et se voile son propre rapport à la mort (diatribè).

Sa conclusion est sans appel et on ne peut plus limpide :

⁷ DUHAIME, Gérard, *La vie à crédit, consommation et crise*, PUL, 200, pp. 136 à153.

⁸ J.-F. Malherbe, op. cité, voir pages 60 à 64.

Voilà pourquoi et comment l'individu contemporain se trouve solidement entravé lorsqu'il tente d'agir en sujet économique véritable : l'accès au temps de méditation, qui lui apporterait la lucidité nécessaire à une action libre et rationnelle, lui est systématiquement volé.

Des sujets libres, lucides et rationnels

Des sujets libres, lucides et rationnels ! Cela est-il compatible avec LE modèle de consommation ? Un modèle de consommation devrions-nous dire s'il nous fallait utiliser un terme plus juste. Consumer : être réduit en cendre, brûler, calciner, carboniser, dépérir, détruire, épuiser, ravager. Parlons donc de ce système, de ce modèle, de façon lapidaire, sans chercher la nuance, puisque tous et toutes nous savons à quoi nous en tenir. Ce modèle de consommation : 1° Détruit pour mieux vendre ; 2° Individualise pour mieux vendre ; 3° « *Psychologise* » pour mieux vendre.

1° Détruit les ressources de la planète et dévalorise ses propres produits par la mode de manière à nous en passer de nouveaux.

2° Individualise pour mieux vendre... et, surtout, vendre plus, brisant ainsi toutes les solidarités sociales et économiques d'un monde pas si ancien que cela.

3° On utilise la psychologie et cela se manifeste dans la publicité. En effet, si on continue à nous vendre des produits par ce moyen, la publicité est pourtant de plus en plus axée sur des marques de commerce, des rêves et de belles histoires n'ayant absolument rien à voir avec la camelote qu'on essaie de nous passer.

Et ce qui rend tout cela d'une efficacité redoutable, c'est le crédit. Jean Baudrillard, sociologue et philosophe français, dans son livre majeur, *La société de consommation*, publié en 1970, présente le crédit comme :

...un dressage socioéconomique systématique à l'épargne forcée et au calcul économique de générations de consommateurs qui autrement eussent échappé, au fil de leur subsistance, à la planification de la demande, et eussent été inexploitablement comme force consummative. Le crédit est un processus disciplinaire d'extorsion de l'épargne et de régulation de la demande...⁹

Des sujets libres, lucides et rationnels, avec le crédit, ça ne peut pas marcher. Si mes parents n'avaient pas embarqué dans le crédit, appâtés par toutes ces innovations inimaginables quelques années plus tôt, nous aurions alors vécu dans un autre monde. Jamais la société de consommation que nous connaissons aujourd'hui n'aurait pu se développer sans le crédit. C'est dans ce sens que Baudrillard nous parle d'une épargne forcée. Forcée dans le sens de dirigée en fonction des besoins de l'appareil productif. Le crédit est donc l'instrument par lequel tout passe, c'est le voleur de temps par excellence.

Du mythe libéral et de l'illusion de l'abondance

Ici, nous entreprenons une partie un peu plus théorique. Il nous faut mettre à jour certains fondements expliquant cette indifférence collective par rapport à ce qui se passe ailleurs et cette volonté tout aussi collective d'ignorer les problèmes environnementaux ou, sans les ignorer, de canaliser nos peurs du lendemain dans des comportements strictement individuels faisant l'impasse sur les causes réelles et politiques de ces problèmes.

Nous allons donc, à partir d'ici, aller jouer dans la tête de l'*homo consumericus*.

Commençons par le libéralisme, cette idéologie totalement dominante et exclusive, ici au Québec, en Amérique du Nord, en Occident.

On a, en effet, réussi à nous convaincre, à imprégner nos cerveaux, de l'idée que le développement économique par la libre entreprise était la seule façon de maintenir notre niveau de vie et nos jobs. Et, croyons-nous, c'est ce niveau de vie et ces jobs qui nous permettent d'être libres, de faire ce qu'on veut. Cette idéologie du libéralisme est donc centrale dans le raisonnement qui va suivre. Le Larousse définit le libéralisme comme suit :

⁹ BEAUDRILLARD, Jean, *La société de consommation*, Folio, 1970, p. 114

1. Doctrine économique de la libre entreprise, selon laquelle l'État ne doit pas, par son intervention, gêner le libre jeu de la concurrence. 2. Doctrine politique visant à limiter les pouvoirs de l'État au regard des libertés individuelles. 3. Fait d'être libéral, tolérant.

Les libertés individuelles. Jean Daniel, fondateur et éditorialiste au *Nouvel Observateur*, parlant du concept de liberté, observe :

Elles consistent toutes [les libertés] à rompre avec tous les codes, tous les pactes, toutes les conventions, tous les contrats que les hommes ont décidé de ritualiser pour vivre ensemble.
(Jean Daniel)

Le problème des libertés individuelles qui s'affrontent aux intérêts collectifs, au vivre ensemble, n'est vraiment pas nouveau. Nous vivons dans une société qui effectivement cherche à repousser les frontières des libertés individuelles, la sacrosainte liberté d'entreprise en particulier, une liberté individuelle promue sans trop d'égards aux défis qui nous confrontent collectivement.

Jean Daniel, ici, sent le besoin de préciser qu'il est génétiquement normal que les hommes soient des loups pour l'homme, que les règles sociétales sont là justement pour nous civiliser, dans le sens noble du terme :

Lorsque l'on nous exhorte à nous aimer les uns les autres, c'est précisément parce que nous ne le faisons pas. Et si l'on prêche la paix aux hommes de bonne volonté, c'est pour que nous en fassions partie. (Jean Daniel)

Ce discours de l'éditorialiste, si les tenants du libéralisme l'ont compris, ils l'ont interprété en fonction de leurs intérêts particuliers et à courte vue et l'on peut affirmer qu'ils sont carrément tombés dans la facilité.

Ils ont, en effet, développé un système laissant libre cours aux aspects les plus primaires de l'être humain... Ils ont mis au centre de leur modèle l'esprit de compétition, la libre entreprise, la concurrence de ces entreprises, voire des pays entre eux, passant leur temps à transgresser leurs propres règles. Ils ont abouti, en effet, au monopole, à la spoliation, à la guerre. Dans la mouvance du libéralisme, le vingtième siècle a fini par être le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité. Il est aussi, paradoxalement, le plus évolué...

Ainsi, le libéralisme a largement avantagé les détenteurs occidentaux de capitaux certes, mais aussi, dans leur sillage, les populations de l'Occident. On est capable, en effet, de guérir presque toutes les maladies, même celles dues à notre mode de vie excessif, mais nous sommes incapables d'en faire profiter le tiers, voire la moitié de l'humanité. Nous sommes capables de produire de la nourriture pour tout le monde, suralimentant les gens d'ici, mais refusant systématiquement de partager équitablement cette nourriture : on évalue à cinq millions le nombre d'enfants en dessous de cinq ans qui meurent de malnutrition chaque année dans les pays pauvres. Pays pauvres ?

L'«imprévoyance» et la «prodigalité» collectives, caractéristiques des sociétés primitives, sont le signe de l'abondance réelle. Nous n'avons que les signes de l'abondance. Nous traquons, sous un gigantesque appareil de production, les signes de la pauvreté et de la rareté. Mais la pauvreté ne consiste, dit Sahlins, ni en une faible quantité de biens, ni simplement en un rapport entre des fins et des moyens : elle est avant tout un rapport entre les hommes. Ce qui fonde la «confiance» des primitifs, et qui fait qu'ils vivent l'abondance dans la faim même, c'est finalement la transparence et la réciprocité des rapports sociaux¹⁰.

Une société qui prône la compétition comme principal ferment du progrès et du développement ne peut pas espérer offrir à ses citoyens cette confiance dont parle Sahlins. Nos îlots consummatifs constituent autant de prisons dorées. Comme disait le vieux prisonnier dans ce beau film *À l'ombre de Shawshank* : nous sommes... institutionnalisés.

Les institutions bancaires (incluant les caisses populaires Desjardins)

Dans quel monde vivons-nous ? La plupart d'entre vous se souviendront de l'arrivée dans les institutions financières des guichets automatiques. Nous étions à la fin des années quatre-vingt et

¹⁰ Idem, p. 91. Il cite Marshall Sahlins dans «Les temps modernes», 1968.

les rapports entre le milieu bancaire et sa clientèle allaient radicalement changés. Ces prémices de l'informatisation des rapports sociaux comportaient d'énormes conséquences pour la suite.

Dans le milieu des années quatre-vingt-dix, en effet, on a forcé les choses en obligeant les gens à se plier à la nouvelle technologie. L'augmentation drastique des frais bancaires notamment ont finalement eu raison des résistances. Cela correspondait également à une révolution interne des modes de gestion et des attributions du personnel bancaire. En l'espace d'une petite dizaine d'années, les préposées, ces personnes qui s'occupaient de nous rencontrer pour *arranger nos affaires*, nous consentir un prêt, se sont transformées en vendeuses de produits financiers : REER, CELI et assurances de toutes sortes.

Aujourd'hui, le tout à l'informatique, nous permet de passer directement par notre ordinateur pour suivre le déroulement de notre compte bancaire, pour effectuer une transaction ou pour faire une demande de prêt ou de carte de crédit. Dans ce dernier cas, si la machine refuse de nous accrediter, inutile d'aller à notre succursale de banque ou de caisse, on nous refusera aussi.

Ce nouveau monde bancaire comporte d'immenses avantages pour les personnes qui ont de bons revenus, administrent bien leurs affaires et ne rencontrent pas trop de vents contraires. À l'inverse, s'il se pose un problème, quel qu'il soit, bonne chance ! Au propre comme au figuré, on ne veut plus vous voir dans les succursales bancaires pour autre chose qu'acheter des produits financiers.

Malheureusement pour nous, les intervenants budgétaires, ceux et celles qui comme en Mauricie persistent à négocier avec les créanciers et à suivre les gens dans leur démarche budgétaire, se retrouvent derrière le décor, dans des coulisses labyrinthiques, comme dans la bande dessinée *les Douze travaux d'Astérix*, en particulier le 8^{ème} : *Obtenir le laissez-passer A-38 dans la Maison qui rend fou* !

Les nouvelles mentalités

Dans quelle revue trouvons-nous ce discours écrit en 1957 ?

Le problème : Pourtant, avec tous ces revenus et ces achats, en dépit du fait que toutes les femmes portent des vêtements à la dernière mode, que nous sommes les plus grands fumeurs du monde occidental, que les dimensions des parcs de stationnement de nos usines témoignent de notre prospérité aux yeux des visiteurs étrangers et qu'on voit partout des signes d'abondance, nous avons de la difficultés à joindre les deux bouts. Nous sommes toujours en quête de quelque nouveauté.

Que de gaspillage dans le domaine des nécessités de vie ! On a dit que les seuls restes de nos cuisines suffiraient à nourrir une population frugale dans la plupart des pays d'Europe. Nous sommes menacés, en un mot, d'être tellement dominés par la prospérité matérielle, tellement absorbés dans la jouissance des choses, que nous perdrons contact avec ce sens des réalités que connaissaient si bien les pionniers que furent nos grands-pères et qui fait de nous un peuple bien équilibré. Comme le disait la légende d'une caricature, "grand-papa ne sait rien des difficultés. Dans son temps, il n'avait qu'à se passer des choses... il n'a jamais eu à les payer¹¹."

Finalement, on se rend compte que les choses n'ont pas tellement changé sur le fond. Ce qui a évolué, cependant, c'est la perception qu'on a du crédit. Dans les années cinquante, et je suis formel sur ce point, le crédit était très mal perçu malgré le fait qu'on l'ait utilisé abondamment. D'ailleurs, une des plus grandes enquêtes effectuées au Québec, toutes catégories confondues, l'enquête Tremblay-Fortin, menée en 1958 auprès des familles salariées québécoises, soulève la contradiction suivante :

Même si 74% des familles ont déjà eu recours au crédit, il semble qu'on l'a fait plus ou moins à contre-cœur. En effet, lorsqu'on demande aux familles si elles conseilleraient à des amis d'acheter à crédit, seulement 28% répondent dans l'affirmative. Donc, même si la majorité des familles pratiquent l'achat à crédit, la majorité y demeure opposée, du moins en principe¹².

¹¹ Bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada, vol. 38, no 11, nov. 1957.

¹² TREMBLAY, Marc-Adélar et Gérald FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, PUL, 1964, p. 180.

Bien sûr, lorsque les baby-boomers arrivent sur le marché du travail et construisent leur famille, le crédit est déjà rentré dans les mœurs. Mais je ne crois pas qu'il serait venu à l'idée d'aucun membre de cette *génération lyrique*, comme la nomme François Ricard¹³, de revendiquer le crédit comme un droit.

Or, chez les nouvelles générations, c'est le cas. On vit souvent comme une injustice de se voir refuser un prêt parce qu'on a un mauvais dossier de crédit et qu'on ne comprend pas pourquoi les institutions financières ne donneraient pas une nouvelle chance de se refaire un nom.

C'est ainsi qu'on retrouve, chez les jeunes qui viennent nous rencontrer, des prêts endossés par les parents ou, plus couramment maintenant, des prêts consentis à des co-emprunteurs, le parent et le jeune, ou, carrément, accordé à un seul emprunteur, le parent.

Les jeunes qui sortent de l'école, particulièrement du secondaire, du cégep ou d'un cours professionnel, se sentent riches lorsqu'ils gagnent 300\$ par semaine, surtout s'ils collent chez leurs parents. Ce sont des proies faciles, très faciles. Et les universités n'y échappent pas non plus. Ainsi, par exemple, à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), l'association des diplômés reçoit 26 000\$ par année pour donner accès à MBNA aux listes de ses 50 000 membres ! Sans commentaires.

Le crédit aujourd'hui

Avant de conclure, jetons un bref regard sur ces nombreuses statistiques qui font état du crédit aux particuliers aujourd'hui.

Le revenu familial moyen (excluant les gens seuls) au Canada se chiffrait à 89 700\$ en 2008. Plus réaliste, toujours au Canada, le revenu familial médian était de 68 860\$. Il est intéressant de constater, parlant de *maison de fou*, que ce revenu médian, dans les villes de fonctionnaires, était de 73 780\$ à Québec et de 87 160\$ à Ottawa-Gatineau alors qu'il se situait plutôt à 61 000\$ à Sherbrooke et Trois-Rivières et à 65 660\$ à Montréal.

Lorsqu'on parle d'un endettement moyen de 150% du revenu brut, c'est en rapport avec le revenu moyen et non médian qu'on établit ce pourcentage. Inutile de préciser que la charge financière liée à l'utilisation du crédit s'alourdit d'année en année (elle était à 50% en 1981) et que cette moyenne de 150% masque des réalités autrement plus inquiétantes malgré le fait qu'elle doit être pondérée par l'évaluation des actifs.

Parlant d'actifs, ce dont on parle moins, c'est que les maisons sont surévaluées et que l'endettement sur marges de crédit hypothécaire et personnelle est en progression constante. La moitié des gens qui s'endettent par ce moyen s'en serviraient pour des dépenses de consommation ou pour consolider d'autres prêts, notamment des cartes de crédit. Puis, il y a cette statistique peu rassurante : selon un sondage de l'*Association canadienne de la paie*, 59% des employés canadiens éprouveraient des difficultés à remplir leurs obligations financières si leur paie leur était versée avec une semaine de retard...

Ce que nous pouvons faire

Le groupe pour lequel je travaille possède une expertise unique en matière de consultation budgétaire. Une intervention de type psychosocial qui s'appuie essentiellement sur une démarche de prise en charge budgétaire par les gens qui nous consultent. Notre travail consiste donc à dresser un budget mensuel avec eux et à créer les conditions de cette prise en charge. J'entends par là, protéger la démarche budgétaire entreprise.

Cela implique que nous puissions discuter avec les créanciers afin de les amener à collaborer à la démarche. Ce qu'ils acceptent généralement, comprenant bien leur intérêt dans le succès de notre

¹³ RICARD, François, *La génération lyrique*, Boréal, 1992.

approche qui représente, la plupart du temps, le plus court et, surtout, le plus sûr chemin pour recouvrer leurs créances.

Je pourrais vous parler abondamment des solutions originales que nous avons développées avec la collaboration des caisses Desjardins de la région mauricienne telles, par exemple, les prêts par paliers ou les mises en administration. En fait, notre travail consiste moins à apporter des solutions ou à donner des conseils (il y a une faune abondante qui s'en charge), qu'à tracer une démarche, à fixer des perspectives que nous accompagnerons tout au long du parcours suivi par ceux et celles avec lesquels nous acceptons de travailler.

Or, un des objectifs que nous poursuivons actuellement vise à faire reconnaître et à privilégier notre approche au détriment des modes traditionnels de recouvrement qui consistent, beaucoup trop souvent, à harceler les gens au téléphone ou, plus brutalement encore, à saisir leurs salaires ou leurs biens. Nous concevons notre service comme l'étape préalable à toutes les méthodes coercitives ou, même, à la faillite. Toute personne qui éprouve des problèmes financiers devrait être dirigée vers nos bureaux.

Puis, bien sûr, le développement de notre service de consultation budgétaire devrait faire l'objet d'une enveloppe de financement particulière dont les principales contributrices devraient être les institutions financières elles-mêmes. C'est l'autre dimension de notre combat actuel. Nous avons présenté un projet pilote qui, s'il est accepté, se déroulera en Mauricie, au cours des trois prochaines années et qui pourra servir de matrice à un développement plus large, à l'échelle du Québec.

Le surendettement et l'endettement : un danger que les syndicats doivent considérer

Beaucoup de choses actuellement jouent contre le mouvement syndical, particulièrement en ce qui concerne les possibilités de syndicalisation de nouveaux milieux de travail. On semble même entrer dans une ère de désyndicalisation. Ça fait peur.

Certaines compagnies sont si puissantes qu'elles peuvent se permettre de fermer telle ou telle succursale dont les employés veulent s'organiser. On pourrait imaginer, mais c'est d'une autre époque, qu'un boycott de *Walmart* ou des *Couche Tard* réglerait le problème. Or, il n'en est rien, ça ne marche pas. Combien de syndiqués ont boycottés le *Journal de Montréal* dont ils sont pourtant, nous dit-on, la principale clientèle ?

Tout au long de cette présentation, j'ai essayé d'apporter certains éléments de réflexion à propos de la société de consommation et de nos comportements individualistes qui, est-il besoin de le souligner, vont à l'encontre justement des solidarités et de l'engagement politique des centrales syndicales.

Je nourris l'espoir qu'on puisse s'adresser à l'intelligence des gens pris individuellement et collectivement. Les problèmes sont gros, ils nous semblent hors d'atteinte, mais les solutions existent et elles sont connues. Nous tentons actuellement de gagner du temps, poursuivant notre quête consummative, nous votons n'importe comment faute d'alternative, nous sommes désemparés. Mais, nous devons prendre pied et il faudra bien que le signal vienne de quelque part. Pourquoi pas du mouvement syndical ?

B. Rainville
juin 2011